

Burundi : Maggy Barankitse ne craint pas un génocide, comme parfois évoqué

@rib News, 18/12/2015 - Source Belga Crise au Burundi - Maggy Barankitse lance un message de paix pour un pays en proie à la guerre civile. Maggy Barankitse, docteur honoris causa de l'UCL en 2004 pour son action humanitaire, a appelé jeudi soir à une résolution pacifique de la crise qui ravage actuellement le Burundi, alors qu'elle était invitée par l'Université néo-louvaniste pour dresser la situation dans son pays. Depuis que le président burundais Pierre Nkurunziza a officialisé sa candidature pour un troisième mandat à la magistrature suprême, le Burundi est en proie à de violents troubles.

Une tentative de putsch a échoué le 13 mai dernier et des centaines de personnes ont depuis lors été victimes des affrontements entre les forces loyalistes et l'opposition. Maggy Barankitse a été contrainte à fuir vers le Rwanda, comme 73.000 autres Burundais. "Mes armes sont celles de l'amour. Et personne ne pourra arrêter cet amour que je donne aux enfants", a souligné la fondatrice de la Maison Shalom, qui a déjà recueilli plus de 20.000 enfants. Les comptes de son association ont entre-temps été bloqués. "Je suis dans une saine colère. Mais tous les tyrans ont fini par tomber", a indiqué celle qui recueille aussi des criminels de guerre. Maggy Barankitse ne craint pas un génocide, comme parfois évoqué. "J'ai élevé des enfants hutus et tutsis. Ils se lèvent tous contre la violation de la Constitution", a-t-elle expliqué. "Nous n'allons pas suivre le plan d'extermination de Nkurunziza. Moi, je me sens comme une maman qui a élevé des hutus et des tutsis." Louis Michel, ministre d'État et député européen, a également pris part aux échanges. Il a tenu à mettre en garde face à la situation d'urgence au Burundi. "La rhétorique utilisée rappelle le génocide au Rwanda. Attention, il ne faut pas établir un parallèle entre les deux situations. Mais il faut demander aux Nations Unies d'activer le mécanisme de prévention des génocides", a indiqué l'ancien ministre des Affaires étrangères. "La contestation sociale est la conséquence d'une non-gouvernance depuis la dizaine d'années que Nkurunziza est au pouvoir. Nkurunziza est également pauvre. La situation est catastrophique", a souligné celui qui a participé aux accords d'Arusha, pour la paix au Burundi, en 2000. "La Communauté internationale est souvent pointée du doigt pour son inaction. Mais j'estime que l'Union africaine devrait agir plus qu'elle ne le fait. Quant au Rwanda, il est extrêmement méfiant face à la situation de son voisin. Il ne veut pas de contamination et craint de revivre la même situation qu'en 1994", a conclu Louis Michel.